



LA FEDERATION COMMUNIQUE

INFLATION ALIMENTAIRE

ÉCHEC DÉSASTREUX D'UNE LOGIQUE « MANAGERIALE »

Gouvernement et patronat enlisent le pays dans une inflation des prix alimentaires dramatique pour une partie toujours plus importante de la population. Alors qu'en dix-huit mois, du 4^{ème} trimestre 2021 au 2^{ème} trimestre 2023, les prix alimentaires se sont envolés de 18,4 %, la consommation alimentaire, en volume, chute de 11,4 %. Du jamais vu depuis 1980, des dires même de l'Insee. Résultat : plus d'une personne sur quatre (28 %) saute régulièrement un repas, un report conséquent sur les produits moins chers, 4 à 5 millions de personnes font appel aux banques alimentaires pour se nourrir, chiffre que l'on sait largement sous-estimé...

Tandis qu'une partie de plus en plus importante de la population peine à s'alimenter régulièrement et sainement, les groupes agroalimentaires se font du gras. Dans le même temps, les salaires conventionnels ont au mieux été majorés de 2,5 %. Ce qui explique que le taux de marge des entreprises (excédent brut d'exploitation sur la valeur ajoutée) atteigne son plus haut niveau à 48 %. La fable selon laquelle l'augmentation des salaires serait la cause de l'inflation a bel et bien du plomb dans l'aile. La hausse des chiffres d'affaires des Danone, Nestlé, Unilever et autres Heineken et Mondelez (Lu) traduit une augmentation de leurs prix de 9 à 11 %. Les consommateurs se rabattent sur les enseignes de distribution les moins onéreuses, marques distributeurs et discount. Chacun des groupes capitalistes concernés par ce bras de fer voulant préserver ses marges tout en cherchant à attirer le chaland, la guerre des prix entre industries alimentaires et grande distribution pour gagner des parts de marché va se poursuivre sur le dos des salariés pressurés, pression sur les salaires, sur les effectifs, dégradation des conditions de travail... À ce jeu de massacre, des centaines d'usines et de magasins seraient condamnés et des centaines de milliers d'emplois sacrifiés. Dans le même temps, la concentration agraire se poursuit. Logique infernale du capitalisme.

Le gouvernement aux ordres enchaîne les échecs et ne change rien tandis que les pronostiqueurs prévoient la poursuite des prix élevés. Les lois Egalim1 en 2018, Egalim2 en 2021, Egalim3 en 2023, dont les objectifs affichés étaient de rééquilibrer les rapports de force dans la filière, sont en fait un blanc-seing institutionnel pour les grands groupes de l'alimentation et de la grande distribution. Les gadgets successifs du gouvernement ne sont qu'enfumage, du panier anti-inflation au versement d'un chèque alimentaire dérisoire aux plus pauvres, justifiant par ailleurs des coupes sombres dans l'aide alimentaire, jusqu'à des solutions illusoire construites sur du sable... promotionnés, pour la galerie, par le gouvernement et ceux-là mêmes qui font grimper les étiquettes.

D'autres mesures peuvent rapidement être prises pour garantir à l'ensemble de la population l'accès à une alimentation saine et équilibrée, s'appuyant sur une réelle augmentation du pouvoir d'achat basée notamment sur un Smic à 2 000 euros, le rétablissement de l'échelle mobile et des mesures étatiques urgentes, notamment un encadrement strict des prix alimentaires, la suppression de la Tva sur les produits alimentaires de première nécessité.

Montreuil, le 22 août 2023